n'est pas moins habile. Le Cabinet de Sofia ne parvenait pas à s'entendre avec la Porte sur la question des indemnités ; les Bulgares ne se résignaient pas à payer à la Turquie tant de beaux millions avec lesquels ils auraient pu, pensaient-ils, faire une guerre victorieuse et, au lieu de donner, prendre ; il serait toujours temps de payer si l'on était battu. A Constantinople, le gouvernement jeune-turc se refusait à rien rabattre de ses exigences, et il est permis de se demander s'il n'était pas soutenu dans son intransigeance par les puissances tripliciennes. Le débat, en s'éternisant, s'envenimait ; les partisans de la guerre reprenaient courage, et l'on recommençait à parler de mobilisation. Ainsi se prolongeait, dans le Balkan oriental, un état d'incertitude et d'insécurité qui accroissait les alarmes de l'Europe. M. Isvolski y mit fin par une initiative opportune (1^{er} février) ; il proposa à la Turquie de lui faire remise de 125 millions sur l'indemnité de guerre dont elle restait sa débitrice depuis le traité de Berlin, moyennant quoi la Turquie désintéresserait la Compagnie des chemins de fer orientaux et renoncerait à toute réclamation ultérieure. C'est donc de la Russie que la Bulgarie deviendrait débitrice ; elle s'acquitterait avec toutes les facilités et les délais qu'elle pourrait souhaiter. D'un même coup, M. Isvolski mettait fin au conflit turco-bulgare, écartait un danger de guerre, et regagnait à Sofia la popularité que sa mauvaise humeur, au moment de la proclamation de l'indépendance, avait compromise. L'Europe eut, dès le premier jour, l'impression que les propositions si raisonnables de la Russie seraient acceptées, et elle se trouva soulagée d'un grave souci. C'était le moment où la France et l'Allemagne signaient l'accord du 8 février au sujet du Maroc et où le roi Édouard VII, arrivant à Berlin (9 février) pour rendre visite à son impérial neveu, échangeait avec lui des toasts cordiaux. Tout paraissait s'ar-